

Le climato-scepticisme Réflexions sur la confusion des genres

Antonin Pottier

► **To cite this version:**

Antonin Pottier. Le climato-scepticisme Réflexions sur la confusion des genres. *Futuribles: Analyse et Prospective*, 2011, pp.27-40. hal-00716418

HAL Id: hal-00716418

<https://hal-enpc.archives-ouvertes.fr/hal-00716418>

Submitted on 24 Sep 2013

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Le climato-scepticisme

Réflexions sur la confusion des genres¹

par Antonin Pottier²

À la suite d'une passe d'armes entre Pierre Vidal-Naquet et Bernard-Henri Lévy, au sujet d'un ouvrage de ce dernier, encensé par la critique mais truffé d'erreurs historiques, Cornélius Castoriadis s'interrogeait³ : « Sous quelles conditions sociologiques et anthropologiques, dans un pays de vieille et grande culture, un auteur peut-il se permettre d'écrire *n'importe quoi*, la critique le porter aux nues, le public le suivre docilement et ceux qui dévoilent l'imposture, sans nullement être réduits au silence ou emprisonnés, n'avoir aucun écho effectif ? »

Le crédit accordé à ceux qui contestent les enseignements des sciences du climat, à Claude Allègre par exemple, nous invite à poser la même question au sujet du climato-scepticisme. Les leçons pour l'espace public tirées par Castoriadis de cette affaire, qui agita la République des lettres, peuvent s'appliquer, *mutatis mutandis*, à ce qui nous occupe au sein de la communauté des chercheurs. Dans la suite, à l'énigme de Castoriadis je préfère proposer des réponses⁴ portant sur les aspects propres à la controverse climatique. Il ne s'agit pas de réfuter la thèse sceptique — on consultera pour ce faire les éléments scientifiques⁵ du débat —

¹ Version de travail. Version définitive à paraître dans *Futuribles*, 380, décembre 2011, p.27-40.

² chercheur en économie de l'environnement, Centre International de Recherche sur l'Environnement et le Développement. Je remercie Michel Berry, Claude Henry et Jean-Charles Hourcade pour leurs conseils et leurs suggestions.

³ CASTORIADIS, Cornélius. « L'industrie du vide ». *Le Nouvel Observateur*, 9 juillet 1979. Les documents sont disponibles sur le site de Pierre Vidal-Naquet.

⁴ Le succès des climato-sceptiques a été traité d'une façon différente par GODARD, Olivier. « Le climat, l'imposteur et le sophiste », Article Web *Alternatives économiques*, 12 mars 2010, ainsi que par FELLOUS, Jean-Louis, et al. « Un étonnant effet collatéral du changement climatique », *Le Monde*, 6 avril 2010.

⁵ La contribution du Groupe de travail I pour le quatrième *Rapport d'évaluation* du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) constitue la synthèse la plus complète sur le sujet (à condition de lire l'ensemble des *Eléments scientifiques*, et non le simple *Résumé à l'intention des décideurs*). L'Académie des sciences a récemment publié son rapport *Le changement climatique*, qui propose un résumé des connaissances et des incertitudes. Pour une évaluation de l'importance des thèses sceptiques dans la littérature

mais d'analyser les raisons de son existence. Distinguer entre diagnostics et prescriptions éclaire dans un premier temps la structure du climato-scepticisme. Dans un second temps, le propos s'élargit aux circonstances qui permettent et sa naissance et son expansion.

Délimitons d'abord le champ de notre étude. Pour nous, un climato-sceptique est une personne qui doute du bien-fondé des actions pour limiter les émissions de gaz à effet de serre, actions appelées aussi politiques climatiques ; le climato-scepticisme est la position des climato-sceptiques, constituée des arguments qui étayent ce doute. Bien que nous envisageons d'autres formes, nous nous intéressons surtout à la version négatrice⁶ de la nébuleuse climato-sceptique, c'est-à-dire à la contestation de l'existence du réchauffement climatique et de son caractère anthropique. Cette contestation invoque divers arguments, que la communauté scientifique n'estime guère sérieux ; elle va parfois jusqu'à falsifier les faits et truquer les références⁷. Le climato-scepticisme s'appuie aussi sur une remise en cause de la déontologie du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC), que les médias ont abondamment relayée sous le nom de *Climate Gate* ; les soupçons de fraude accusant le GIEC ont été écartés par de récents rapports⁸, sans obtenir le même retentissement médiatique.

Pour appréhender les conditions de possibilité et de développement du climato-scepticisme, je fais le pari qu'il n'est pas qu'une querelle scientifique, mais doit être saisi dans un contexte politique. Le climato-scepticisme, thèse avant tout négative, ne se comprend que par rapport à son antagoniste positif qui sous-tend les politiques climatiques. Résumons à un niveau très général, en quatre propositions, les thèses qui animent de telles politiques. Notre formulation ignore les circonlocutions et précautions oratoires d'usage, pour mieux se focaliser sur la structure des propositions :

scientifique, on se reportera à ORESKES, Naomi, 2004. « Beyond the ivory tower: the scientific consensus on climate change ». *Science*, Vol. 306, n°5702, décembre 2004, pp. 1686.

⁶ Celle qui est portée par les *naysayers*, comme disent les anglo-saxons.

⁷ On trouvera de nombreux exemples sur le blog de Sylvestre Huet, journaliste scientifique à *Libération*, et dans son livre HUET, Sylvestre. *L'imposteur, c'est lui : réponse à Claude Allègre*, Paris : Stock, 2010 ; voir aussi FOUCART, Stéphane. « Le cent-fautes de Claude Allègre ». *Le Monde*, 28 février 2010.

⁸ Voir FOUCART, Stéphane. « Le travail des experts du climat lavé de tout soupçon ». *Le Monde*, 9 juillet 2010.

- D** { (Observation) Il existe un réchauffement global de la Terre qui se traduit par des changements climatiques locaux.
 (Cause) Ce réchauffement est dû aux rejets par les activités humaines de gaz à effet de serre dans l'atmosphère.
 (Prospective) La poursuite de ces rejets entraînera des bouleversements climatiques, d'une ampleur considérable.

P Il faut limiter les émissions anthropiques de gaz à effet de serre.

Remarquons tout de suite que les quatre propositions n'appartiennent pas toutes au même registre de connaissance. Les trois premières, marquées par D, énoncent des jugements de réalité, des **Diagnostics** : elles relèvent de la science, qui nous renseigne sur l'être, la nature des choses. La dernière, marquée par P, **Prescrit** une action : elle est un jugement de valeur et relève de la morale qui nous apprend le devoir-être ou le devoir-faire. La proposition P ne découle pas scientifiquement des propositions D qui sont étayées par des études, selon des procédures propres à la science. Pour passer des unes à l'autre, il faut un système moral qui nous enseigne que faire en fonction du contexte factuel. Pour prescrire une action, le système moral s'appuie notamment sur la partie prospective du diagnostic, qui cherche à entrevoir les conséquences futures de nos actes.

La faiblesse intrinsèque, ou l'incertitude

Cette opposition entre diagnostic factuel et prescription normative se double d'une distinction à l'intérieur même du diagnostic qui se rapporte au statut différent de l'incertitude attachée aux faits.

Les faits, quel que soit le domaine qu'ils concernent, sont construits par les scientifiques à partir de données, qui mesurent des grandeurs elles-mêmes construites. Les données, récoltées par des systèmes de mesure, sont ensuite interprétées au moyen de théories, élaborées dans un dialogue entre la pensée spéculative et les données du réel⁹. Un

⁹ L'histoire de la mise en place des systèmes d'observation climatique est relatée par Paul Edwards. L'infrastructure de collectes de données se constitue progressivement, à partir d'instruments, d'appareillages et de modèles. Les données sont un mélange inextricable de mesures et de modèles. EDWARDS, Paul N. *A Vast machine: Computer Models, Climate Data, and the Politics of Global Warming*. Cambridge (Mass.) : MIT Press, 2010.

fait est donc toujours une interprétation de données, il est dépendant des données disponibles et des interprétations proposées. Il peut exister des interprétations concurrentes, ou des données apparemment contradictoires, qui justifient l'existence de controverses scientifiques. L'avancée de la connaissance peut venir de nouvelles données, plus précises, plus complètes, qui permettent de discriminer entre plusieurs interprétations, ou d'une interprétation plus astucieuse, ou encore de nouvelles grandeurs ; ainsi notre ancienne façon de penser est remise en cause et notre compréhension des phénomènes et des liens de causalité change.

L'état actuel de la science fait référence à un certain ensemble d'interprétations et de données existantes. Cet ensemble de propositions est sujet à un certain type d'incertitude, à un risque de falsification, c'est-à-dire le risque que de nouvelles découvertes, de données ou d'interprétations, rendent caduques les interprétations aujourd'hui acceptées. Pour autant cette incertitude n'est pas dérangeante, car aucun énoncé scientifique ne peut échapper à ce risque. Ce risque de falsification s'interprète facilement dans les termes de l'épistémologie de Karl Popper. Pour Popper, un énoncé, c'est-à-dire une interprétation de certaines données, est scientifique à partir du moment où il est falsifiable, c'est-à-dire susceptible d'être infirmé par de nouvelles observations. Est vrai ce qui n'a pas encore été falsifié, autrement dit ce qui est pour l'instant vrai risque toujours de sombrer dans le domaine du faux ; le risque de falsification constitue une propriété inhérente aux énoncés scientifiques.

Il nous faut accepter qu'un propos scientifique puisse être remis en question par de nouvelles avancées de la connaissance. Toutefois notre action ne peut que reposer sur cet ensemble limité de connaissances, disponible au moment où la décision est prise. C'est la raison pour laquelle le risque de falsification, le doute à l'égard du savoir ne sont pas pertinents pour l'action, en particulier pour l'action publique. L'évaluation de notre action, de son bien-fondé ou de sa nécessité, est irrémédiablement conditionnée par l'état actuel de notre savoir. A contrario, il serait irresponsable de ne pas tenir compte de notre savoir dans notre décision d'action, sous prétexte qu'il pourrait être réfuté. Nous ne disposons pas de meilleures informations que celles fournies par la science contemporaine de notre décision, celle-ci est la seule pierre de touche sur laquelle un système moral peut bâtir une prescription normative. Dans l'état actuel de la science, il n'y a pas d'interprétations concurrentes des observations météorologiques, autres que celle résumée sous les rubriques (Observation) et (Cause). Nous pouvons donc dire, avec les restrictions faites supra concernant le risque de falsification, que les faits (Observation) et (Cause) sont établis scientifiquement.

La troisième catégorie incluse dans le terme générique de diagnostic est (Prospective). Les diagnostics prospectifs, ou pronostics, sont des faits en devenir, proposés sur la base de modélisation des mécanismes d'évolution, d'hypothèses de comportement. La prospective couple des modèles prédictifs reposant sur les lois physiques avec des conjectures sur le développement technique, les transformations économiques, les réactions politiques. L'incertitude qui touche cette catégorie est différente du risque de falsification discuté plus haut ; elle est liée à l'impossibilité de prévoir le futur des sociétés humaines. En conséquence, les faits prospectifs, organisés autour de scénarios, ne sont que des éclairages cohérents sur des futurs possibles. Leur statut de scientificité est différent de celui des faits scientifiques universels, les « lois », ou les interprétations de phénomènes particuliers passés. Pourtant la prospective permet le passage de la morale à l'action elle-même, de l'impératif abstrait universel à sa déclinaison particulière en acte. Il est en effet crucial, du moins dans une perspective conséquentialiste, de connaître le mieux possible les conséquences de nos actes pour mieux agir. Les faits prospectifs sont l'étape mentale nécessaire par laquelle notre action dans le monde devient l'objet de notre système moral.

L'incertitude qui touche nécessairement la prospective est alors particulièrement fâcheuse dans un contexte de décision politique. Les hésitations qu'elle provoque avaient été parfaitement comprises par Hans Jonas ; un long paragraphe du *Principe Responsabilité*¹⁰ analyse remarquablement comment l'incertitude relâche le lien entre les faits et l'action normative. En effet, le caractère « simplement possible » de la prospective offre une latitude pour privilégier l'option qui dérange le moins les intérêts établis ou l'opinion commune.

Cette incertitude de la prospective est une incertitude irréductible mais signifiante ; elle se répercute sur la nature de la décision à prendre. Se dispenser d'agir au prétexte que l'incertitude est trop forte est une faute logique. L'attente ne réduit pas forcément l'incertitude et l'absence de décision est encore une action ; la prolonger indéfiniment revient à conclure un pacte faustien avec le climat, dont on ne peut se désengager. L'action en incertitude prend nécessairement la forme d'un processus séquentiel¹¹ qui intègre l'incertitude et les gains d'information. Pour parvenir à enclencher un tel processus, un débat franc doit être ouvert sur les faits prospectifs, en conjonction avec les discussions sur les prescriptions d'action. Il faut entrer dans le détail des modèles utilisés pour la construction des prospectives, séparer les

¹⁰ JONAS, Hans. *Le principe responsabilité : une éthique pour la civilisation technologique*, Paris : Cerf, 1991, pp. 53-54 [traduction française de *Das Prinzip Verantwortung*, Frankfurt a. M. : Insel Verlag, 1979, II.1.8].

¹¹ HOURCADE, Jean-Charles. « Analyse économique et gestion des risques climatiques », *Natures-Sciences-Sociétés*, Vol. 2, n°3, 1994, pp. 202-211.

prédictions issues des mécanismes physiques et les hypothèses d'évolution socio-économique. Les citoyens doivent ouvrir la boîte noire de la prospective pour mieux l'articuler aux prescriptions issues de leur morale.

L'analyse des propositions synthétisant l'argumentation contre les émissions de gaz à effet de serre nous a conduit à opérer parmi elles une double distinction, au regard de leur rapport à la normativité d'une part, de leur rapport à l'incertitude d'autre part. La contestation est légitime – et même bénéfique à la prise de décision démocratique – lorsqu'elle porte sur l'incertitude de la prospective, c'est-à-dire *in fine* sur la vision du futur sous-tendue par les scénarios prospectifs et les actions prescrites. Les climato-sceptiques, au contraire, montent en épingle l'incertitude liée au risque de falsification et provoquent un débat stérile sur la qualification des faits observés comme réchauffement climatique d'origine anthropique. Il s'agit d'expliquer les raisons de ce discours et les conditions de sa prolifération.

L'erreur, ou la confusion entre diagnostics et prescription

La plupart des climato-sceptiques se font les partisans du refus de l'action, en particulier publique, contre les émissions de gaz à effet de serre. Je rappelle brièvement pourquoi la politique climatique rencontre une telle résistance, pourquoi l'existence du réchauffement climatique est, selon l'expression éponyme du film d'Al Gore, « une vérité qui dérange ».

Tout d'abord, l'action contre les émissions de gaz à effet de serre entre en conflit frontal avec des intérêts établis, en particulier ceux des grandes compagnies pétrolières. Celles-ci financent tout un ensemble d'organismes pseudo-scientifiques qui se chargent de répandre le doute et la confusion. Leur comportement est assez semblable à celui, en son temps, de l'industrie du tabac, tel que le décrivait ingénument un cigarettier¹² à la fin des années 60 : « le doute est notre produit, parce que c'est le meilleur moyen de concurrencer les preuves dans l'esprit du public. C'est aussi le moyen de lancer une controverse. » Les

¹² A partir de cette note interne de la Brown & Williamson Tobacco Corporation, David Michaels décortique la stratégie des industries polluantes pour fabriquer de l'incertitude et empêcher que des mesures de protection des populations et de l'environnement ne soient prises. MICHAELS, David. *Doubt is their product: How Industry's Assault on Science Threatens Your Health*, Oxford, New York: Oxford University Press, 2008. Voir aussi ORESKES, Naomi et CONWAY, Erik. *Merchants of Doubt: How a Handful of Scientists Obscured the Truth on Issues from Tobacco Smoke to Global Warming*, New York : Bloomsbury Press, 2010, sur lequel nous reviendrons.

industriels d'aujourd'hui ne s'exprimeraient pas de manière aussi imprudente, mais la pratique, elle, n'a rien perdu de son actualité, ni, nous l'expliquerons, de son efficacité.

Par ailleurs, sur un plan symbolique, la découverte des perturbations anthropiques du climat remet en cause le mythe du Progrès qui anime nos sociétés, la croyance en une progression inéluctable vers le mieux. Comme d'autres événements du xx^e siècle, le réchauffement climatique tempère ce mythe en montrant les contreparties négatives de ce Progrès. Le scientisme, qui assimile la science et la raison à ce Progrès, condamne les découvertes sur le réchauffement climatique comme irrationnelles. Claude Allègre en est sans doute le héraut : « j'ai décidé de combattre de toutes mes forces non pas les thèses scientifiques du GIEC, mais les sentiments excessifs d'alarmisme qui découragent le citoyen et injurient notre aptitude au progrès comme l'avenir, tout simplement¹³ ».

Enfin le changement climatique dérange car il oblige à un examen de nos modes de vie, un changement de nos habitudes. Au niveau individuel, la perspective de devoir lutter contre un phénomène global et intangible peut susciter un sentiment d'impuissance, créateur d'angoisse ; le discours patelin des climato-sceptiques peut trouver du crédit auprès de chacun car il rassure et dissipe cette angoisse. Cassandre perdra toujours le talent de persuader face à un Apollon contrarié dans son entreprise : les promesses doucereuses d'un avenir paisible sont plus racoleuses que les prédictions de malheur.

Pour ces raisons, un discours infirmant l'exigence d'action P trouvera un appui, un réseau de financement, une audience. Si nous percevons comment le climato-scepticisme rencontre un écho dans la société, comment il peut séduire au niveau individuel, nous ne savons pas encore pourquoi il revêt majoritairement cette forme spécifique qui s'attaque avant tout aux faits D plutôt qu'à l'impératif pratique que constitue P.

Il faut d'abord reconnaître que les scientifiques n'ont pas distingué dès le début les diagnostics scientifiques des prescriptions normatives ; ils n'ont pas toujours précisé avec une scrupuleuse exactitude ce qui relevait de la science et ce qu'ils déduisaient des faits scientifiques via leur morale personnelle. Plus encore, les mouvements écologistes, qui ont repris à leur compte ces résultats et les ont portés sur la place publique, en inscrivant à leur agenda politique, ont semé le doute dans les esprits. Les scientifiques ont encouragé cette

¹³ Allègre, Claude. *L'imposture climatique ou La fausse écologie : conversations avec Dominique de Montvalon*, Paris : Plon, 2009, p.129. Bien que Claude Allègre prétende ne pas vouloir s'attaquer aux thèses scientifiques du GIEC, la cohérence de son propos le conduit pourtant à le faire tout au long de ses diatribes. Un des enjeux du présent article est de comprendre ce basculement.

reprise politique de leurs découvertes qui diffusait largement leurs recherches. Les sciences de la complexité de la vie et de la Terre sont ainsi passées pour des sciences « écolos ».

L'ambiguïté des débuts entre les faits découverts par les scientifiques et les prescriptions d'action, sujettes à débat politique, énoncées dans la sphère publique a créé les conditions favorables pour un discours qui assimile les faits scientifiques à un programme politique et présente la science du climat comme une science aux mains des « écolos ».

La généalogie¹⁴ de la discipline nous montre à quel point cette vision est erronée. Intéressés par les zones polaires, les militaires américains encouragèrent le développement des sciences de l'environnement physique, et contribuèrent en partie à la découverte du réchauffement climatique. Par contraste, les préoccupations des écologistes sur la pollution et la disparition des espèces se rattachaient plutôt aux sciences écologiques et à la biologie, comme le symbolise *Printemps silencieux* de Rachel Carson. L'illusion rétrospective, commode, qui consiste à considérer le changement climatique comme une création des écologistes, ne reflète en rien l'origine des contributions à sa découverte.

Expliquer la forme négatrice du climato-scepticisme par le brouillage entre les diagnostics et la prescription, ne saurait suffire. En effet, une séparation plus nette entre les arguments scientifiques et leurs reprises écologistes n'a pas été de nature à apaiser le débat. Au contraire, celui-ci devient plus enflammé à mesure que s'accroît la médiatisation du changement climatique. Loin de contribuer à distinguer clairement les diagnostics et les actions à entreprendre, les discours des climato-sceptiques entretiennent l'amalgame. Ils répandent l'idée que les diagnostics sont déjà des jugements de valeur, au lieu d'établir que les prescriptions sont, elles, bien des jugements de valeur et non des jugements de fait comme le voudraient certains écologistes.

Considérant qu'ils s'attaquent plus à D qu'à P, qu'ils ne cherchent pas à relever la distinction entre jugement de fait et jugement de valeur, nous sommes alors conduits à l'hypothèse suivante : la majorité, sinon la totalité, des systèmes moraux en cours en Occident déduisent des prémisses factuelles D la prescription d'action P. Autrement dit, les croyances et les options morales de chacun établiraient l'exigence d'action contre le changement climatique, au regard des faits scientifiques connus ; aucun système moral ne prescrirait qu'il est urgent de ne rien faire. Cette hypothèse paraît vraisemblable, au niveau général qui est le nôtre ; des différences apparaîtraient sûrement si l'on considérait les détails, en particulier le

¹⁴ DOEL, Ronald E. « Quelle place pour les sciences de l'environnement physique dans l'histoire environnementale ? », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, Vol. 56, n°4, 2009, pp. 137-164.

rythme et l'ampleur de l'action, sans remettre en cause mon hypothèse¹⁵ d'un accord de principe sur la nécessité d'une action.

Dans cette hypothèse, la logique discursive des climato-sceptiques deviendrait pratiquement la seule possible. Il serait infructueux pour quiconque voudrait contester P de brandir comme argument le hiatus logique entre les diagnostics et la prescription, puisque chaque système moral, dont le rôle est bien de fournir des prescriptions d'action pour une situation donnée, établirait de lui-même la dérivation entre les faits relevés D et la prescription d'action P. Ne pouvant s'opposer à P au seul niveau valable, celui de la morale, et ne souhaitant pas entrer dans les détails du débat politique qui s'articule autour des scénarios prospectifs, les climato-sceptiques se rabattraient donc sur la négation des faits. Beaucoup plus économe que la remise en cause des systèmes moraux, la négation des prémisses D est une manière efficace et pratique de ne pas avoir à faire face à la prescription P.

Mon hypothèse est cohérente avec l'évolution des sceptiques qui ne donnèrent jamais pleinement dans la pure négation, à la manière de Bjorn Lomborg. Celui-ci se fit connaître en 2001 avec son livre *The Skeptical Environmentalist*, dans lequel il critiquait, à partir d'arguments statistiques, le catastrophisme des écologistes et montrait au contraire l'amélioration générale de l'état du monde. Concernant le réchauffement climatique, la réserve de Lomborg¹⁶ s'appuyait sur une remise en cause des scénarios prospectifs puisqu'il privilégiait pour sa part des scénarios surestimant les coûts de l'atténuation et sous-estimant les dommages. Aujourd'hui¹⁷, il reconnaît la réalité du changement climatique anthropique mais propose des actions alternatives : une recherche sur la géo-ingénierie, une taxe carbone faible, une implantation différée des énergies renouvelables. La critique des politiques climatiques ne passe donc pas nécessairement par la négation du changement climatique. La trajectoire de Lomborg, par exemple, s'articule plutôt autour d'une discussion (qui, dans son cas, se dissimulait derrière de prétendus arguments statistiques) sur la prospective, puis d'une modulation des actions à effectuer, conformément à ce que j'avance.

¹⁵ Même dans le cadre de cette morale minimale qu'est l'utilitarisme de l'économie, P peut être défendu, comme le fait le rapport Stern. Stern, Sir Nicholas. *Stern Review on the Economics of Climate Change*, London: HM Treasury, 2006.

¹⁶GODARD, Olivier. « Bjorn Lomborg ou Tintin au pays de l'écologie ? une revue critique de *The Skeptical Environmentalist* », *Politique étrangère*, Vol. 67, n°4, 2002, pp. 1075-1079. Hourcade et Journé s'interrogent aussi sur l'utilisation médiatique du livre de Lomborg. HOURCADE, Jean-Charles et JOURNE, Venance. « Monsieur Homais, les guides de montagne et le maître nageur », *Critique internationale*, Vol. 18, n°1, 2003, pp. 65-79.

¹⁷ LOMBORG, Bjorn, (entretien avec). « Le changement climatique est une réalité », *Le Monde*, 14 septembre 2010.

L'évolution en sens inverse de Christian Gerondeau corrobore aussi mon analyse. En 2007 dans *Ecologie, la grande arnaque*, il ne contestait pas le bien-fondé des politiques climatiques mais argumentait surtout sur les mesures à prendre, qu'il jugeait pour la plupart trop coûteuses et dénuées d'effet. Il considérait que la France, à cause du « politiquement correct écologique », faisait fausse route en la matière, et proposait que la politique climatique française fût « axée sur nos deux domaines d'excellence : la production nucléaire de l'électricité et la faible consommation de notre parc automobile. »¹⁸ Il rentrait dans le débat public en discutant l'opportunité des actions en fonction de divers présupposés d'évolution socio-technique ; il se situait bien au niveau qualifié de prospectif. Le changement climatique était reconnu comme une réalité et un problème important¹⁹.

La publication en 2009 de *CO₂ mythe planétaire* marque un revirement. Sur la base de considérations empiriques sur la quantité de combustibles fossiles dans le sol, Gerondeau exclut alors toute possibilité de conduire une politique climatique. Le refus de la politique climatique le pousse alors à fortement relativiser l'existence du changement climatique, conformément à mon hypothèse. Après avoir rappelé que les écologistes s'appuient sur les diagnostics, il énonce en « corollaire implicite »²⁰ la responsabilité ou la culpabilité de l'homme. Ainsi, au lieu d'exhiber le hiatus normatif, même un climato-sceptique accepte la dérivation de P à partir des prémisses D, en accord avec mon hypothèse sur l'universalité morale de l'obligation d'action. Parce qu'il refuse la politique climatique, il est conduit, comme je l'ai expliqué, à réfuter les prémisses de diagnostic qui fondent l'injonction morale. Le chapitre 2 est ainsi consacré à nier l'existence du réchauffement climatique et à présenter celui-ci comme une manigance des écologistes. Il renverse jugement de fait et jugement de valeur et s'attache à démontrer que les diagnostics sont déjà des prises de position car la science du climat a été noyautée par les écologistes.

L'évolution de Gerondeau illustre bien les deux mouvements que j'ai mis en avant chez les climato-sceptiques : la négation de la réalité du changement climatique comme conséquence du refus de la politique climatique, l'inversion des diagnostics en jugement de valeur. Rappelons que les seules contestations logiquement admissibles sont la modulation des mesures de la politique climatique à partir de la discussion des scénarios prospectifs, ou bien le refus de dérivation par un système moral de la prescription à partir des faits,

¹⁸ GERONDEAU, Christian. *Ecologie, la grande arnaque*, Paris : Albin Michel, 2007, pp. 156.

¹⁹ *Ibid.*, pp. 31, pp. 55 et surtout pp. 147.

²⁰ GERONDEAU, Christian. *CO₂ un mythe planétaire*, Paris : Ed. du Toucan, 2009, pp. 74.

propositions qui ne se situent pas sur le même plan normatif. J'ai émis l'hypothèse qu'à l'intérieur des systèmes moraux existants, ce refus n'est pas valide.

L'acharnement des climato-sceptiques à contester le moindre fait scientifique ne traduirait donc que le sentiment d'être acculé à adopter une conclusion normative qu'ils se refusent à accepter, pour les raisons déjà mentionnées de collusion d'intérêt, de défense idéologique du Progrès ou d'évitement de l'angoisse. La principale stratégie de discrédit des diagnostics est, comme Hans Jonas le constatait ironiquement, de « soupçonner la science elle-même qui fournit ces pronostics non désirables d'être la servante de l'ennemi de classe²¹ » et de proclamer : « la vraie science, la nôtre, lit autrement le texte de la réalité. »²²

La diffusion, ou les colporteurs scientifiques

Après avoir compris la structure discursive qui rendait possible le climato-scepticisme, il nous faut conclure le raisonnement en s'intéressant aux acteurs scientifiques de cette dispute et en montrant comment la contestation politique a pu trouver des relais sur le terrain scientifique et s'est développée dans l'espace public où le fonctionnement médiatique bat en brèche les règles de l'argumentation scientifique.

L'agitation climato-sceptique est avant tout entretenue par des scientifiques non spécialistes des disciplines qu'ils critiquent. Selon une étude²³, ils sont en général plus vieux et moins diplômés que ceux qui publient dans les sciences du climat. L'argument n'a pas de valeur en soi, mais permet de relativiser un peu quand il s'applique à un large ensemble. Même si l'on croit que la vieillesse conduit à la sagesse, on ne peut ignorer que, comme le soulignait le général de Gaulle, dans certains cas, la vieillesse est un naufrage.

De plus, pour un scientifique ayant une longue carrière dans une spécialité, il est parfois difficile de se maintenir au niveau de la recherche dans sa propre spécialité ; pour

²¹ Cette raillerie sur l'ennemi de classe se comprend dans le contexte des luttes idéologiques, toujours vives à la fin des années 70. Elle devrait être caduque aujourd'hui, pourtant l'accusation d'être un ennemi de classe imprègne encore le discours des climato-sceptiques, comme en témoignent les allusions aux « écolos pastèques », cf. GERONDEAU, 2009, *op. cit.*, pp. 229 et ALLEGRE, *op. cit.*, pp. 222-223.

²² JONAS, *op. cit.*, pp. 259 [VI.II.A.3].

²³ L'étude, réalisée par Jim Lippard, intellectuel américain, a été publiée sur son blog : « Who are the climate change skeptics ? », *The Lippard Blog*, 16 décembre 2009. Elle contient un panorama détaillé des institutions climato-sceptiques, des scientifiques qui y contribuent, des financeurs.

éviter de se sentir dépassé, il est tentant de changer de discipline et d'utiliser son aura pour propager des thèses retentissantes, sensationnelles, mais qui doivent peu à la science.

L'enquête²⁴ d'Oreskes et Conway montre comment, aux Etats-Unis, un petit groupe de scientifiques s'est fait une spécialité de propager systématiquement le doute sur les études scientifiques qui gênent les réseaux politiques et industriels auxquels ce petit groupe est lié.

Nous devons noter le rôle particulier joué en France par une partie de la communauté des géologues. Plusieurs raisons peuvent expliquer ce fait.

D'un point de vue sociologique, la géologie était considérée comme une science socialement utile ; loin d'être cantonnée à la recherche de la connaissance pure, elle servait, entre autres, à l'exploration pétrolière. Cette finalité très pragmatique avait des conséquences positives, telle la fourniture d'une énergie abondante et peu coûteuse ; la position des géologues pouvait être socialement valorisée. La découverte du changement climatique renverse cette perspective, car le principal responsable en est la combustion des énergies fossiles. L'exploration pétrolière devient, sous ce rapport, nuisible et la reconnaissance sociale des géologues diminue. De manière inconsciente, cela a pu créer un sentiment de méfiance, puis de rejet de cette découverte.

Sur un plan pécuniaire, la concurrence pour l'attribution des crédits de recherche, l'éviction de la géologie au profit des sciences de l'atmosphère et de l'océan, peuvent aussi expliquer la minimisation par les géologues d'un phénomène qu'ils perçoivent comme facteur de marginalisation de leur discipline. La prétendue captation des financements publics par la climatologie est un vrai cheval de bataille pour Claude Allègre, comme en témoignent ces déclarations²⁵ : « Les tenants du global warming ont, petit à petit, pris en main les directeurs scientifiques des agences de recherche, lesquelles ont coupé les crédits à tous les hétérodoxes en choisissant systématiquement comme référents les tenants des thèses du GIEC. » ou encore « Ils ont réussi à tirer beaucoup d'argent pour des recherches qui ne servent qu'à faire tourner leurs modèles d'ordinateurs, sans aucune considération pour l'observation. »

D'un point de vue épistémologique, les géologues étudient des phénomènes sur des temps extraordinairement longs : l'échelle caractéristique de temps est bien plus proche du million d'années que de la décennie. Ainsi dans l'esprit des géologues, et plus généralement

²⁴ ORESKES, Naomi et CONWAY, Erik, *op. cit.*

²⁵ La première est tirée de ALLEGRE, *op. cit.*, pp. 143, la seconde de l'interview donnée au *Figaro*, 27 novembre 2009.

de ceux qui ont reçu une formation scientifique « dure », en particulier les ingénieurs, il est à peu près inconcevable qu'une espèce singulière, fût-ce l'Homme, puisse modifier en un si petit nombre d'années des paramètres globaux de la Terre, tel le climat. Mieux, comme l'a montré Dipesh Chakrabarty²⁶, cette impossibilité est au fondement de la séparation entre histoire naturelle et histoire humaine. Le changement climatique force à une révision de conceptions, profondément ancrées dans la tradition intellectuelle occidentale, qui opposent la fixité du monde naturelle à la dynamique du corps social.

Dans ce bouleversement des catégories analytiques, il est compréhensible que certains scientifiques perdent leurs repères. On ne saurait toutefois excuser qu'ils placent sous le signe de l'irrationalité le dépassement de la dichotomie entre l'Homme et la Nature, car c'est bien la science et les avancées de la connaissance qui nous font concevoir qu'un petit effet puisse avoir de grandes conséquences. Les théories de la complexité et des systèmes chaotiques démontrent conceptuellement que la stabilité peut être fragile, que des événements modestes à l'échelle inférieure peuvent provoquer de grands bouleversements à l'échelle supérieure. De ce qui n'était qu'une possibilité conceptuelle, les progrès de l'observation météorologique nous donnent un exemple inédit : l'Homme, par une série d'actes anodins, modifie de manière graduelle et irrémédiable le système climatique.

Bien que les scientifiques climato-sceptiques jouent aux persécutés et adoptent la posture de Galilée, à l'avant-garde de la science de son temps, victime de l'obscurantisme, leur attitude ressemble plus à celle du vieil Einstein, refusant la physique moderne issue de la mécanique quantique. En raison de son dogmatisme qu'il résumait en « Dieu ne joue pas aux dés », Einstein s'est obstiné, à partir des années 1920, à rejeter les nouveaux principes qui expliquaient le monde quantique, principes qui apportaient une compréhension approfondie de notre monde et à la découverte desquels il avait lui-même contribué.

Cette controverse ne fleurit cependant que par l'entremise des médias qui organisent la confrontation factice entre des faits scientifiquement établis et une opinion minoritaire qui ne repose sur rien. Les médias veulent du conflit pour capter l'attention des spectateurs-consommateurs. De plus notre référentiel démocratique post-moderne tend à présenter tout jugement comme une opinion et chaque opinion comme valable, digne d'être énoncée et

²⁶ CHAKRABARTY, Dipesh. « Le climat de l'histoire : quatre thèses ». *La revue internationale des livres et des idées*, n°15, janvier-février 2010.

confrontée à égalité avec une autre²⁷. Comme il ne saurait y avoir une seule vérité, les médias présentent systématiquement les deux côtés, le pour et le contre, de manière équilibrée, sur un pied d'égalité quand bien même les deux positions ne seraient pas du tout égales du point de vue des faits. L'idéal régulateur implicite d'une égalité des temps de parole n'a ici aucun sens²⁸. De manière générale, pour éviter le dogmatisme, notre époque tombe dans le relativisme sans saisir le statut de la vérité, en particulier de la vérité scientifique. Le fonctionnement médiatique ne laisse pas de place à l'argumentation scientifique.

Les conditions de parole dans l'espace public font que le scientifique, prisonnier de sa déontologie qui lui commande de ne pas sacrifier la complexité de son sujet et de respecter scrupuleusement les faits, est une proie facile pour un orateur habile à caricaturer, à simplifier, à tromper. Démasquer certains sophismes ou mensonges exige du temps, de l'attention et une certaine formation critique que l'instruction publique n'a pas encore réussi à donner à tous les citoyens.

La pente naturelle du discours climato-sceptique, qui consiste, comme je l'ai montré, à infirmer D plutôt qu'à contester P, lui confère ainsi une remarquable efficacité rhétorique. La stratégie de remise en cause des faits est en effet extrêmement destructrice, elle instille le doute dans un réseau de faits complexes à appréhender ; en définitive, elle sape les fondements sur lesquels s'édifie le débat démocratique à propos de la politique climatique. En faisant porter la charge de l'attaque sur le point initial du raisonnement, le discours climato-sceptique fait tomber par effet domino les actions à entreprendre qui ne sont légitimées que par les faits observés. L'étendue des dégâts est d'autant plus vaste que les citoyens ne peuvent avoir une connaissance intime et directe des faits climatiques mais doivent faire confiance aux scientifiques et à leurs relais, qui sont justement la cible privilégiée du discours climato-sceptique.

Nous voici au bout de notre exploration des raisons du climato-scepticisme. Le climato-scepticisme exacerbe la confusion entre diagnostics et prescription qu'il aurait pu contribuer à clarifier. Sa stratégie d'amalgame et de désinformation, menée à coup de

²⁷ Entendre « La science sous le feu des snipers : biologie de l'évolution et climatologie », conférence de Pierre-Henri Guyon et Claude Henry à l'Idri, Paris, 22 juin 2010. L'intervention de Claude Henry traite spécifiquement de la désinformation orchestrée aux Etats-Unis sur le changement climatique.

²⁸ Sur la perversion de cette *Fairness Doctrine* aux Etats-Unis. ORESKES, Naomi et CONWAY, Erik, *op. cit.*

formules exprimant un faux bon sens, acquiert toute sa puissance dans l'arène des médias de masse. Son effet direct est de faire régresser le nécessaire débat de société sur la question climatique au niveau d'une querelle d'experts. La perception des enjeux contemporains par le citoyen est entravée, pour le profit des intérêts que fragiliserait une lutte contre les émissions de gaz à effet de serre. La prise de conscience du changement climatique a marqué un temps d'arrêt en Europe, elle a même reflué aux Etats-Unis. La campagne de dénigrement du GIEC à l'automne 2009 a sans doute contribué à l'échec de la conférence de Copenhague. Des faits établis scientifiquement se transforment dans l'espace public en un galimatias sur lequel aucune politique ne peut être fondée.

Dès lors, sans même nous heurter aux problèmes métaphysiques de la temporalité de l'action²⁹, « nous ne croyons pas ce que nous savons ».

²⁹ Cf. DUPUY, Jean-Pierre. *Pour un catastrophisme éclairé*, Paris : Seuil, 2002.